République Démocratique du Congo

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË
Juillet 2019 – Mai 2020
17ème Cycle, Publié en Août 2019

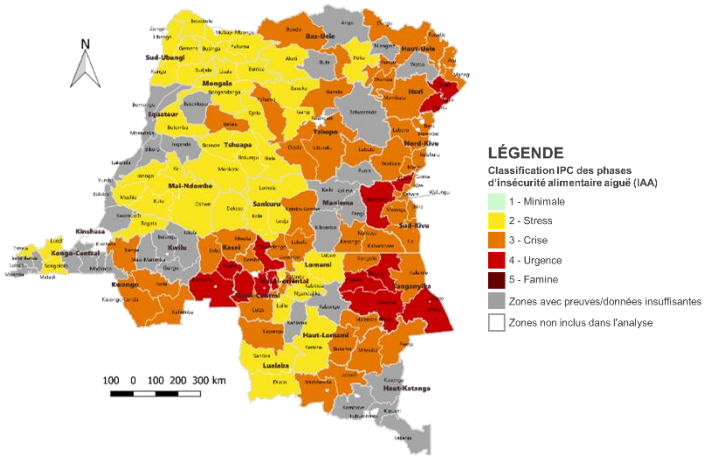
ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)		PROJETÉE (Janvier – Mai 2020)	
15,58 M (26 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -	**13,56 M** (28 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -
	Phase 4 Urgence: 3, 917, 000		Phase 4 Urgence: 3, 636, 000
	Phase 3 Crise: 11, 660, 000		Phase 3 Crise: 9, 926, 000
	Phase 2 Stress: 27, 031, 000		Phase 2 Stress: 20, 986, 000
	Phase 1 Minimale: 17, 264, 000		Phase 1 Minimale: 13, 529, 000

Sévère à quel point, combien, et quand : Pour la période de Juillet à Décembre 2019, les analyses effectuées dans 5 pools ont couvert 109 territoires sur 145 que compte le pays. Au total, 15 territoires ont été classifiés en phase 4 (Urgence) et 52 territoires en phase 3 (Crise). Sur les 59,9 millions des personnes vivant dans les zones rurales analysées, **15,6 millions de personnes**, représentant **26% de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4)**, dont **3,9 millions** en situation d'**Urgence (Phase 4)**.
Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 84 territoires ont été analysés et près de 13,6 millions de personnes (soit 28% des 48 millions des personnes vivant les zones rurales analysées) seraient **en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4),** dont plus de **3,6 millions** en situation d'**Urgence (Phase 4)**.

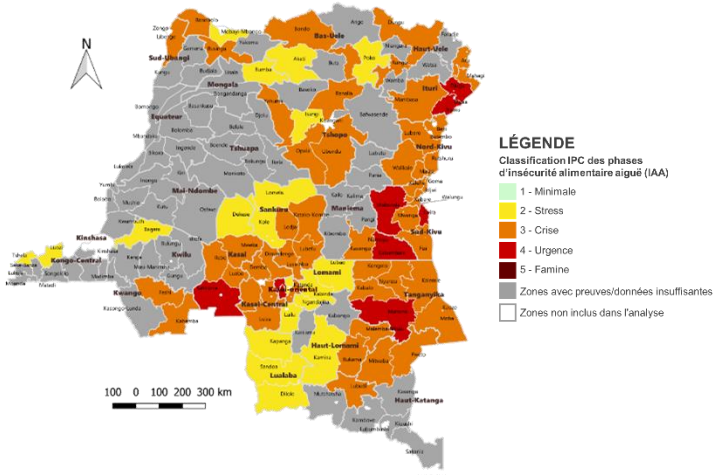
Où, pourquoi, et qui : Les populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans le Grand Kivu (Provinces du Maniema du Nord et du Sud Kivu), le Grand Kasaï (Provinces du Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru), le Grand Katanga (Provinces du Haut Katanga, Haut Lomami, Lualaba et Tanganyika) et l'ex Province Orientale aujourd'hui éclatée en quatre provinces suivantes : Tshopo, Ituri, Bas Uélé et Haut Uélé. Les territoires classifiés en **urgence** (Phase 4) se trouvent principalement dans les provinces de l'Ituri, du Kasaï, du Kasaï-Central, du Kasaï-Oriental, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Les territoires du Nord-Kivu, y compris les zones touchées par l'épidémie de la maladie à virus Ebola, ont été classés en Phase de Crise. En dépit de la période post-électorale relativement apaisée, la situation sécuritaire continue d'être préoccupante et instable à l'Est et au Centre du pays. L'insécurité, l'activisme des groupes armés, les déplacements des populations, les mauvais états des routes limitent les activités agricoles, les approvisionnements en denrées alimentaires de base, ainsi que les activités économiques notamment le petit commerce dans certaines zones rurales du pays.

Mis à jour le 14 janvier 2020.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë
Juillet 2019 – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë
Janvier 2020– Mai 2020



VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE, FACTEURS DÉTERMINANTS ET FACTEURS LIMITANTS

Situation attendue pour la période courante de Juillet à Décembre 2019 :

Dans le contexte de la République Démocratique du Congo (RDC), il est parfois difficile, de dissocier, dans certaines zones, les problématiques structurelles et conjoncturelles qui impactent négativement la résilience des ménages face aux multiples chocs et aléas. Les principaux facteurs qui influencent la sécurité alimentaire sont, d'une part, l'insécurité, l'activisme des groupes armés et les conflits intercommunautaires - avec comme conséquence les déplacements des populations qui abandonnent leurs zones et affectent ainsi fortement l'accès aux biens et services sociaux de base dans les zones d'arrivée. D'autre part, la hausse des prix des denrées alimentaires de base, le retard et le déficit des pluies dans certaines zones, les épidémies, la précarité des infrastructures routières, la faible application des politiques agricoles, ainsi que accès limité aux champs sont également des facteurs à la base de l'insécurité alimentaire des ménages. **Globalement, la situation de sécurité alimentaire demeure plus préoccupante dans les zones affectées par l'insécurité civile (activisme des groupes armés, conflits intercommunautaires etc…) qui est à l'origine des mouvements des populations ces dernières années. Il s'agit notamment des provinces du Kasaï, du Kasaï Central, du Tanganyika, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.**

Le territoire de Yumbi, dans le Maï Ndombe, demeure une zone à suivre de près après les affrontements meurtriers entre les communautés Banunu et Batende. Par ailleurs, selon la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM, on estime à plus de 2,9 millions le nombre de personnes nouvellement déplacées internes dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et le Kasaï-Central. Selon les chiffres de l'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), au cours de ces dernières années, plus de 10,8 millions de déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés en Afrique sub-saharienne dont plus de 3 millions de personnes se trouveraient en RDC où des décennies de troubles continuent de provoquer de nouveaux déplacements en sus de facteurs économiques et préventifs. A la mi-juin 2019, on estimait à environ 300 000 le nombre de personnes déplacées dans la province de l'Ituri. Les conflits inter-ethniques dans cette zone ont provoqué une flambée des déplacements. Les combats intenses entre les forces armées congolaises (FARDC) et des groupes armés non étatiques, ainsi que la poursuite des affrontements entre les communautés Hema (éleveurs) et de Lendu (agriculteurs), constituent la principale cause des déplacements de populations en Ituri. Les effets négatifs des conflits inter-ethniques et armés continuent d'affecter les moyens d'existence des ménages, en particulier les activités agricoles et le commerce, principales sources de revenus des ménages en milieu rural. Les résultats de l'enquête EFSA conduite par les Ministères du Plan et de l'Agriculture avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM) entre Mars et Mai 2019 démontrent clairement que les populations déplacement internes (PDI) et celles qui retournent dans leurs villages après un déplacement suite aux conflits armés, y compris les personnes expulsées d'Angola sont les groupes les plus affectés par l'insécurité alimentaire aiguë.

Aux conflits et à l'insécurité s'ajoutent des facteurs qui limitent la production agricole des ménages sur l'ensemble du territoire, tels que la recrudescence des maladies des plantes, l'expansion des chenilles légionnaires d'automne (CLA) qui attaquent le maïs (principale céréale du pays), la faible fertilité et l'accès limité aux sols dans quelques territoires, en plus des perturbations climatiques. Les épidémies, dont la maladie à Virus Ebola qui affecte quelques territoires du Nord Kivu et de l'Ituri, sont venues s'ajouter à un contexte de sécurité alimentaire déjà fragilisé par les activités des milices et les attaques dirigées contre des civiles.

Limitations dans la détermination de la période d'analyse : Vue la taille du pays et les spécificités de chaque zone, il est difficile de faire ressortir un calendrier agricole unique pour l'ensemble du territoire de la RDC. Les orientations techniques du GTT-IPC indiquent que le **pic de l'insécurité alimentaire** devrait être capturé, même si la fin de la période courante pourrait coïncider avec le début des récoltes dans certains territoires. Pour certaines zones, il n'existe pas forcément une alternance soudure-récolte et, dans ce cas, une seule période pourrait être suffisante du point de vue climatique. Il y a cependant d'autres éléments à considérer comme les déplacements et les conflits armés. Les périodes Courante (Juillet-Décembre 2019) et Projetée (Janvier-Mai 2020) sont un compromis **raisonnable/acceptable** du point de vue technique pour l'analyse nationale.

Principales évolutions des facteurs déterminants:

Si des actions efficaces pour résoudre le problème de l'activisme des groupes armés ne sont pas initiées et menées avec succès, les affrontements pourraient entrainer de nouveaux déplacements massifs de population avec comme conséquences, - la perturbation de la disponibilité, de l'accessibilité, de l'utilisation et de la stabilité alimentaire. Le mauvais état des routes en période pluvieuse, les vols, pillages des récoltes et de bétails ainsi que l'abandon des cultures pourrait engendrer une faible disponibilité des denrées alimentaires de base et une limitation des échanges commerciaux entre différents territoires.

Par ailleurs, la perturbation des pluies, les maladies des plantes, les épizooties et le la chenille légionnaire pourraient affecter négativement les rendements des cultures et impacter la disponibilité alimentaire dans plusieurs territoires du pays. La tendance des prix irait alors à la hausse suite à l'instabilité et l'insécurité.

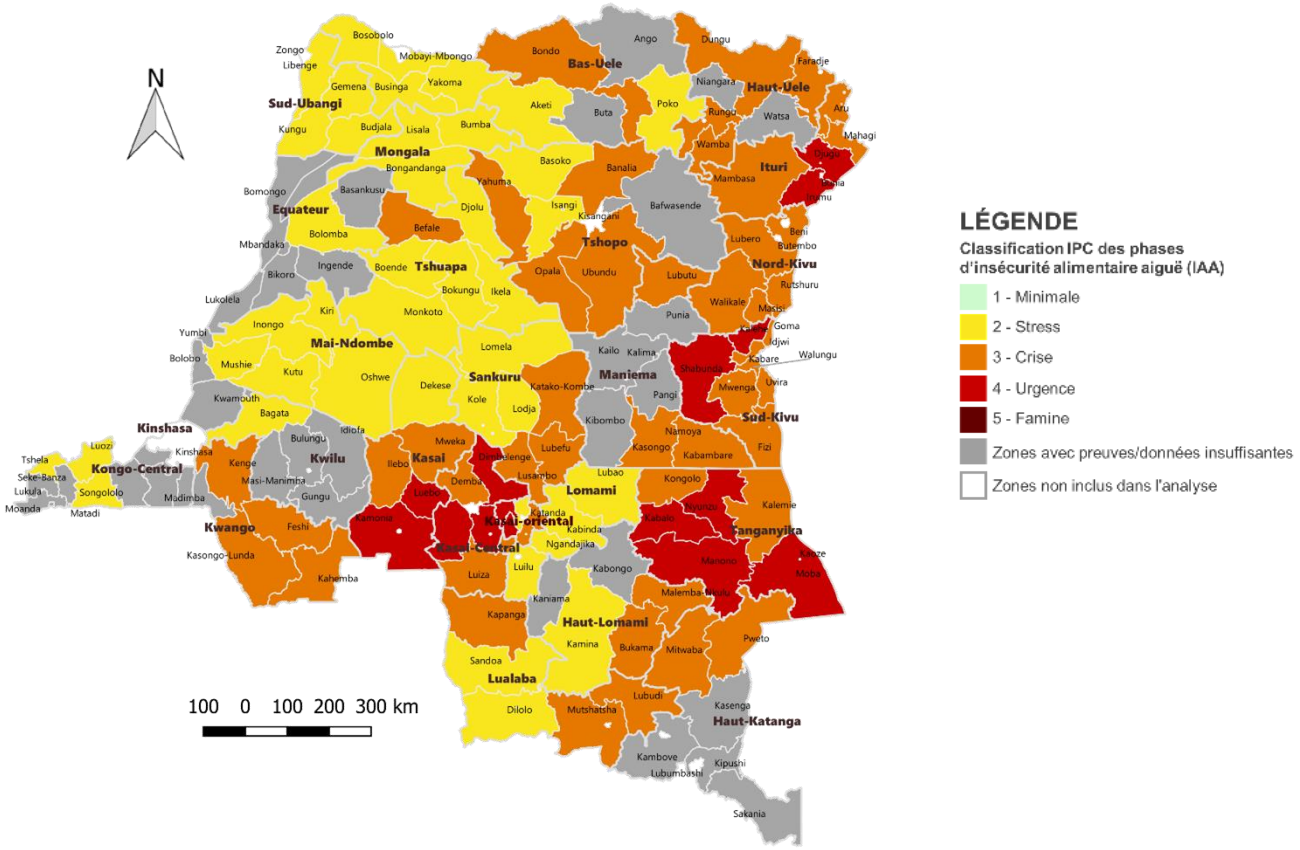
Principaux résultats :

La situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC demeure préoccupante. L'analyse courante a concerné 109 territoires sur 145 que compte le pays. A l'issue des analyses, 52 territoires ont été classés en phase 3 et 15 territoires en phase 4. Sur 59,9 millions des personnes des zones rurales analysées, 15.6 millions de personnes, représentant 26% de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4), dont plus que 3,9 millions en situation d'Urgence (phase 4). Comparativement, l'analyse IPC du 16ème Cycle effectuée en Juin 2018, a indiqué qu'environ 13,1 millions de personnes sont estimées en phases 3 et 4 (Crise et Urgence), représentant 23% de la population rurale des 101 territoires analysés sur 145. Ainsi, une légère détérioration de la situation se dégage malgré l'assistance apportée par certains partenaires techniques et financiers. Les principales causes de cette détérioration entre 2018 et 2019 seraient la résurgence des conflits armés particulièrement en Ituri, au Sud-Kivu et au Nord-Kivu sans oublier les conflits fonciers et inter-ethniques dans la partie Centrale et Est de la République. En attendant les résultats finaux de la mission conjointe de la campagne agricole 2018-2019, toutes les enquêtes EFSA menées en 2019 à travers le pays démontrent que 73% à 86% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite, et 35% à 74% ont recouru au moins une stratégie de crise ou d'urgence. En outre, le pourcentage considérable des ménages avec un indice de stratégie de survie élevé, comme à Kamonia (Kasaï) où 41% des ménages ont un rCSI de 19 et plus, démontre le niveau important de stress éprouvé par un grand nombre des ménages face à l'accès à la nourriture. Par ailleurs, dans ces zones, un grand nombre des ménages alloue 65% ou plus de leurs revenus à l'achat de la nourriture, ce qui indique une forte dépendance aux marchés face à des revenus très faibles d'où la grande vulnérabilité économique. Le cas de Kamonia, par exemple, où 46,2% des ménages affectent 65% ou plus de leurs revenus à l'achat de la nourriture. Les tendances sont similaires dans les autres parties du pays couvertes par les présentes analyses IPC. Sur le plan nutritionnel, l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS 6 RDC) révèle que dans 10 des 26 provinces, environ la moitié des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance et au moins 8 % sont émaciés. Ces proportions sont plus élevées en milieu rural qu'en milieu urbain.

Mise en lien avec l'analyse IPC Chronique :

Les résultats de l'analyse IPC Chronique conduite en 2016 indiquent que des disparités socio-économiques compromettent également les facteurs de production liés à l'accès limité aux terres arables, aux sources d'énergie et au micro-crédit, de même que la dégradation des routes de desserte agricole en zone rurale et la faible stimulation des filières. Outre le capital physique et la capital financier qui font défaut sur la majeure partie du pays, l'accès universel à une nourriture saine en quantité suffisante et l'utilisation des aliments disponibles nécessitent un changement profond des habitudes alimentaires et une nette amélioration de l'approvisionnement en eau de boisson. La réponse adéquate à une forte demande alimentaire locale doit surmonter les contraintes qui affectent le capital humain, les chaînes de valeurs de production, l'accès aux capitaux financier et physique, les changements climatiques et leurs corollaires, la dégénérescence des cultures, les épizooties etc. L'insécurité alimentaire chronique sévère niveau 4, la pire de la classification, est identifiée dans les provinces du Centre, du Sud et Nord- Est à savoir le Tanganyika, le Maniema, le Sud-Kivu, le Haut Uélé, la Mongala, la Tshuapa, le Kwango, les Kasaï et la Lomami.

ESTMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PÉRIODE ACTUELLE JUILLET-DÉCEMBRE 2019



ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE COURANTE JUILLET - DECEMBRE 2019											
	Population Total	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
Provinces	Analysee (#)	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Bas-Uele	849,427	178,379.67	21	484,173	57	127,414	15	59,460	7	186,874	22
Equateur	469,756	140,927	30	258,366	55	46,976	10	23,488	5	70,463	15
Haut-Uele	1,372,145	343,036	25	631,187	46	288,150	21	109,772	8	397,922	29
Haut Katanga	930,981	214,126	23	418,941	45	204,816	22	93,098	10	297,914	32
Haut Lomami	2,809,232	898,954	32	1,236,062	44	505,662	18	168,554	6	674,216	24
Ituri	5,058,661	1,163,492	23	1,669,358	33	1,568,185	31	657,626	13	2,225,811	44
Kasai	2,977,257	654,997	22	1,131,358	38	774,087	26	416,816	14	1,190,903	40
Kasai Central	3,493,777	803,569	23	1,502,324	43	663,818	19	524,067	15	1,187,884	34
Kasai Oriental	1,918,622	422,097	22	882,566	46	383,724	20	230,235	12	613,959	32
Kongo Central	1,009,203	282,577	28	625,706	62	100,920	10	-	0	100,920	10
Kwango	2,242,272	426,032	19	1,278,095	57	515,723	23	22,423	1	538,145	24
Kwilu	493,720	172,802	35	246,860	50	74,058	15	-	0	74,058	15
Lomami	3,139,586	973,272	31	1,695,376	54	408,146	13	62,792	2	470,938	15
Lualaba	2,069,286	579,400	28	1,117,414	54	331,086	16	41,386	2	372,471	18
Maniema	1,330,484	452,365	34	532,194	40	279,402	21	66,524	5	345,926	26
Mayi Ndombe	1,468,011	572,524	39	734,006	50	146,801	10	14,680	1	161,481	11
Mongala	2,450,957	784,306	32	1,495,084	61	171,567	7	-	0	171,567	7
Nord Ubangi	1,383,058	608,546	44	567,054	41	179,798	13	27,661	2	207,459	15
Nord Kivu	7,018,670	2,596,908	37	2,667,095	38	1,403,734	20	350,934	5	1,754,668	25
Sankuru	1,978,289	593,487	30	929,796	47	375,875	19	79,132	4	455,006	23
Sud Ubangi	2,711,920	976,291	36	1,328,841	49	406,788	15	-	0	406,788	15
Sud Kivu	5,603,623	1,737,123	31	2,409,558	43	1,064,688	19	392,254	7	1,456,942	26
Tanganyika	3,039,775	607,955	20	1,185,512	39	790,342	26	455,966	15	1,246,308	41
Tshopo	1,994,087	319,054	16	1,076,807	54	498,522	25	99,704	5	598,226	30
Tshuapa	2,060,148	762,255	37	927,067	45	350,225	17	20,601	1	370,827	18
Total	**59,872,947**	**17,264,472**	**29**	**27,030,799**	**45**	**11,660,505**	**19**	**3,917,171**	**7**	**15,577,676**	**26**

SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER-MAI 2020

Pour la période projetée de Janvier à Mai 2020, les analyses effectuées dans 5 pools ont couvert 84 territoires sur 145 que compte le pays. Au total, 9 territoires ont été classifiés en phase 4 (Urgence) et 54 territoires en phase 3 (crise). Ainsi, il est estimé que **13,6 millions des personnes** soit **28% des 48 millions des personnes des zones rurales analysées** seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4), dont plus de **3,6 millions en situation d'Urgence** (phase 4).

Dans les zones où les conditions sécuritaires pourraient s'améliorer, un bon nombre de ménages seront capables d'accéder aux champs et donc de participer à la campagne agricole. Cela pourrait se traduire en une légère amélioration de la production agricole durant la grande saison culturale A 2018-19 par rapport à la saison précédente. En dépit de bonnes précipitations pendant les deux saisons agricoles précédentes, et de la participation d'un bon nombre de ménages aux activités agricoles, la production restera cependant inférieure à la moyenne en raison des déficits de production cumulés depuis 2016-2018.

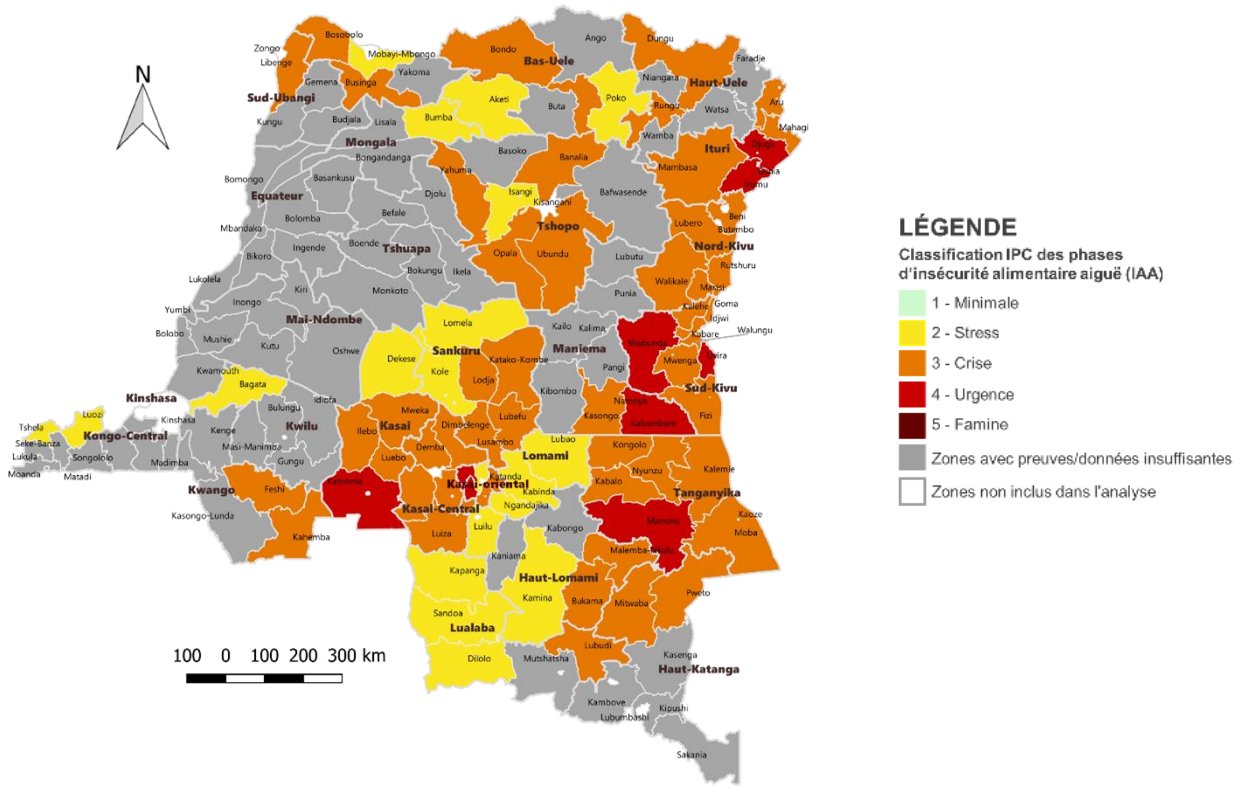
Une stabilisation progressive de la situation sécuritaire est attendue sur l'ensemble du pays, à l'exception des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri où l'activisme des groupes armés reste intense. Dans ces provinces, on pourrait continuer à enregistrer des incursions violentes des groupes armés nationaux et étrangers sur les principaux axes d'approvisionnement en sus de la maladie à virus Ébola qui restreint les échanges commerciaux sur certaines zones. Par ailleurs, il est possible que, suite aux efforts politiques et aux actions de renforcement de la cohésion sociale, certaines provinces du centre du pays puissent améliorer les conditions de production et d'approvisionnement en denrées alimentaires de première nécessité suite aux bénéfices qui pourraient être générés des récoltes.

Les hypothèses de projection reposent essentiellement sur le scénario de perturbations de la pluviométrie, de faibles des productions agricoles, de maladies de plantes, d'épizooties et de l'expansion de la chenille légionnaire d'automne. En plus de la problématique d'accès aux semences de qualité et aux terres arables, la persistance de l'insécurité dans les zones de l'Est du pays, avec l'incursion à répétition des groupes armés nationaux et étrangers occasionnent de nombreux mouvements de populations en plus de la maladie à virus Ébola qui a franchi la barre de plus de 1900 cas de décès. Les fluctuations des prix des produits alimentaires pourront également être exacerbées par l'état défectueux des voies de dessertes agricoles surtout en saison pluvieuse.

Il y a lieu de projeter une situation meilleure par rapport à celle actuelle dans les régions du Grand Kasaï notamment dans les territoires suivants : Luebo dans le Kasaï, Dibaya et Dimbelenge dans le Kasaï Central, Kole et Lomela dans le Sankuru, les territoires d'Idjwi et Kabare dans le Sud-Kivu, Kailo dans le Maniema, les territoires de Moba dans le Tanganyika, Sandoa dans le Lualaba, les territoires de Basoko, d'Isangi et de Banalia dans la Tshopo, Rungu dans le Haut-Uélé, et les territoires de Mobayi Mbongo dans le Nord Ubangi, Songololo dans le Kongo Central à l'Ouest. Cependant, la situation alimentaire des ménages de certains territoires pourrait se dégrader, en l'occurrence dans les territoires de Kamonia dans le Kasaï, Miabi, Tshilenge et Kabeya Kamwanga dans le Kasaï Oriental, Lodja, Lubefu et Katako Kombe dans le Sankuru. Les territoires de Fizi et Uvira dans le Sud-Kivu, de Punia dans le Maniema, de Mitwaba dans le Haut Katanga, de Malemba Nkulu dans le Haut-Lomami, de Kongolo dans le Tanganyika pourraient également être concernés par cette dégradation. La situation projetée sera également en dégradation pour les territoires de Faradje et Dungu dans le Haut-Uélé, Bondo et Poko dans le Bas-Uélé, Ubundu et Yahuma dans la Tshopo, Aru, Djugu, Mahagi et Mambasa dans l'Ituri, Businga dans le Nord Ubangi, Feshi et Kahemba dans le Kwango (à l'Ouest du pays).

De façon générale, l'hypothèse faite est celle des récoltes normales à supérieures par rapport à la moyenne mais qui restent conditionnées par un meilleur acheminement de semences et autres intrants agricoles actuellement encore menacé par l'insécurité et les conditions routières complexes (surtout en saison pluvieuse). Les conditions pluviométriques positives pourront avoir un impact sur les récoltes uniquement si les ménages retournés et déplacés auront accès à la terre et pourront recevoir les semences de qualité dans la période appropriée (au regard du calendrier agricole de chaque zone agro-écologique). Par ailleurs, les mouvements de retour dans les provinces ayant un contexte sécuritaire stable, qui pourraient avoir lieu pendant la période de semis, risqueront d'impacter négativement les revenus des populations déplacées.

SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER-MAI 2020



POPULATIONS ESTIMATION PER PHASE FOR THE PROJECTED PERIOD OF JANUARY - MAY 2020											
Provinces	Total Population Analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
		#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Bas-Uele	848,230	178,128	21	483,491	57	144,199	17	42,412	5	186,611	22
Haut Uele	565,867	96,197	17	248,981	44	175,419	31	45,269	8	220,688	39
Haut-Katanga	930,981	214,126	23	437,561	47	214,126	23	65,169	7	279,294	30
Haut-Lomami	2,809,232	814,677	29	1,264,154	45	561,846	20	168,554	6	730,400	26
Ituri	5,058,661	758,799	15	2,023,464	40	1,517,598	30	758,799	15	2,276,397	45
Kasai	2,976,456	744,114	25	1,011,995	34	773,879	26	446,468	15	1,220,347	41
Kasai Central	3,493,777	1,013,195	29	1,711,951	49	489,129	14	279,502	8	768,631	22
Kasai Oriental	1,918,622	364,538	19	709,890	37	556,400	29	287,793	15	844,194	44
Kongo Central	675,217	303,848	45	337,609	50	33,761	5	-	-	33,761	5
Kwango	793,569	134,907	17	420,592	53	158,714	20	79,357	10	238,071	30
Kwilu	493,720	172,802	35	246,860	50	74,058	15	-	-	74,058	15
Lomami	3,139,586	941,876	30	1,758,168	56	376,750	12	62,792	2	439,542	14
Lualaba	1,565,155	453,895	29	860,835	55	234,773	15	15,652	1	250,425	16
Maniema	1,115,125	367,991	33	446,050	40	178,420	16	122,664	11	301,084	27
Mongala	975,901	439,155	45	487,951	50	48,795	5	-	-	48,795	5
Nord Ubangi	1,031,569	391,996	38	391,996	38	206,314	20	41,263	4	247,577	24
Nord-Kivu	7,018,670	2,596,908	37	2,526,721	36	1,614,294	23	280,747	4	1,895,041	27
Sankuru	1,978,289	593,487	30	929,796	47	415,441	21	39,566	2	455,006	23
Sud Ubangi	405,767	121,730	30	202,884	50	81,153	20	-	0	81,153	20
Sud-Kivu	5,603,623	1,849,196	33	2,353,522	42	1,008,652	18	392,254	7	1,400,906	25
Tanganyika	3,039,775	699,148	23	1,246,308	41	668,751	22	425,569	14	1,094,319	36
Tshopo	1,639,372	278,693.24	17	885,261	54	393,449	24	81,969	5	475,418	29
Total	**48,077,164**	**13,529,407**	**28**	**20,986,039**	**44**	**9,925,921**	**21**	**3,635,796**	**7**	**13,561,718**	**28**

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

- Mener des interventions d'assistance alimentaire en faveur des populations en phase de crise et d'urgence sous forme des distributions générales de vivres et/ou de transfert monétaire notamment dans les zones enclavées et à faible disponibilité alimentaire afin de pallier aux déficits alimentaires du fait de la faible production agricole.
- Mettre en place des actions de renforcement des moyens d'existence pour la population déplacée ayant accès aux champs, de même que pour les retournés et la population hôte afin de faciliter la reconstitution de leurs capitaux (kits agricoles, élevage, pêche, cash transferts, activités génératrices de revenus, formation pour les femmes), d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et favoriser le retour des populations dans leur zone d'origine.
- Renforcer/mettre à l'échelle la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë globale et rendre sensible à la nutrition toutes les interventions (humanitaires, relèvement précoce et résilience) et encourager une approche intégrée de la prise en charge de la malnutrition aiguë, la santé, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les zones à prévalence très élevée surtout dans celles à haute concentration de déplacés. Ceci permettra d'assurer une meilleure utilisation alimentaire et de réduire le taux élevé des pertes en vies humaines qui affecte sensiblement la situation de sécurité alimentaire des ménages.
- Accroître la productivité et la production agricole et développer des systèmes durables de production alimentaire afin de : a) améliorer la disponibilité et la qualité des denrées alimentaires et mettre en place des mécanismes viables de suivi, de prévention et de gestion des risques et de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle ; b) réhabiliter et la valoriser les ressources naturelles en général et de mécanisme de production en particulier afin d'améliorer la productivité de la terre et donner une valeur ajoutée aux produits agricoles.
- Promouvoir des filières et l'agrobusiness dans une perspective de développer et diversifier les sources de croissance : a) relancer et consolider des filières traditionnelles d'exportation avec l'amélioration de la production et la valeur marchande des produits ; b) diversifier les filières d'exportation grâce à la mobilisation de tous les appuis techniques et financiers pour les études de faisabilité des programmes et des projets de promotion agricole ; c) relancer et diversifier les moyens d'existence afin de varier les sources de revenus des agriculteurs et ainsi promouvoir l'économie des ménages.
- Professionnaliser les producteurs et développer les initiatives privées : a) améliorer les capacités productrices des ménages ruraux en les aidant à devenir maîtres de leur propre développement ; b) mettre en place des activités génératrices de revenus.
- Renforcer la matérialisation des engagements politiques afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Renforcer des capacités de gestion et de développement durable du secteur agricole : a) la dynamisation, la professionnalisation et la décentralisation des structures d'appui à la production tant publique que privée ; b) la mise en place des mécanismes de financement durable du secteur agricole par la valorisation de toutes les potentialités locales, la mobilisation et l'affectation judicieuse des ressources.
- Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vies des populations en organisant des travaux de haute intensité de la main d'œuvre (HIMO) qui recourent aux populations et aux entreprises locales afin d'offrir des opportunités de diversification des activités de production et d'augmentation des revenus, de renforcement des capacités des acteurs et des populations vivant sous le seuil de pauvreté.

Activités de surveillance et d'actualisation de la situation

- Renforcer les mécanismes existants de suivi des mouvements des populations étant donné que l'activisme des groupes armés locaux et étrangers ainsi que les conflits intercommunautaires pourraient encore occasionner des mouvements pendulaires des populations principalement dans la partie Est du Pays ;
- Suivre de près le développement de la situation politique et sécuritaire de certains pays voisins qui pourrait encore entrainer l'arrivée massive de réfugiés Centrafricains, Burundais, Sud-Soudanais et des expulsés d'Angola. Un plan de contingence permettant de répondre à toute éventualité pourrait être préparé;
- Assurer un suivi épidémiologique des épidémies de choléra, de la maladie à Virus Ebola, de la rougeole, et les maladies endémiques telles que le paludisme qui pourraient accentuer la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et prévoir des mécanismes de prévention et de réponse appropriés;
- Assurer un suivi régulier des maladies phytosanitaires et des épizooties qui pourraient continuer impacter négativement la disponibilité alimentaire et envisager des réponses communautaires appropriées;
- Les perturbations pluviométriques qui occasionnent des inondations, des glissements des terres, et la perte des cultures ainsi que la perturbation du calendrier agricole, pourraient affecter la production agricole ;
- Renforcer les mécanismes existants de suivi des prix des denrées alimentaires qui pourraient limiter l'accès aux aliments des ménages vulnérables ;
- Il est nécessaire de mettre à l'échelle les mécanismes de suivi des prix et des disponibilités de denrées alimentaires, des informations agro météorologiques, et de surveillance de l'évolution de la situation alimentaire, nutritionnelle et sanitaire qui constituent la base du système d'alerte précoce et cela en harmonie avec le calendrier des analyses IPC.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier national de validation des résultats de l'insécurité alimentaire aiguë issus des ateliers provinciaux s'est tenu à Goma du 08 au 11 juillet 2019. Il a été précédé par des réunions préparatoires provinciales du 01 au 13 juin 2019 et des ateliers de Pools du 24 juin au 02 juillet 2019. Les réunions préparatoires provinciales avaient pour agenda, la récupération de tous les rapports existants (de juillet 2018 à juin 2019), le remplissage de la feuille Excel d'inventaire des données, la pré-analyse pour dégager les tendances comparativement au 16ème cycle, la rédaction de la note narrative et le remplissage des feuilles de populations par territoire et par zone de Santé. Les ateliers des Pools avaient comme contenu : la formation de Niveau 1 sur le nouveau Manuel IPC version 3.0 et l'analyse provinciale de l'insécurité alimentaire aiguë. Cinq Pools ont été organisés : Matadi (Provinces de Kongo Central, Nord Ubangi, Sud Ubangi, Équateur, Kwango, Kwilu, Maï Ndombe, Tshuapa, Mongala et Sankuru), Kananga (Kasaï Central, Kasaï Oriental et Kasaï), Lubumbashi (Haut Katanga, Tanganyika, Lualaba, Haut-Lomami et Lomami), Goma (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) et Bunia (Bas-Uélé, Haut-Uélé, Tshopo et Ituri).

L'atelier national conduit sous le patronage du Ministère de l'Agriculture a connu la participation de 43 experts analystes représentant les Services Publics de l'État (24 personnes), les Organisations Non Gouvernementales Internationales (2) et Nationales (1), les Agences du Système des Nations Unies (9), les Institutions d'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique (2), FEWS NET (3) et GSU (2).

Les preuves tirées des évaluations disponibles ont servi d'indicateurs pour classifier 109 territoires sur les 145 que compte la RDC. L'enquête EFSA réalisée dans 11 provinces d'avril à mai 2019 a fourni la majorité des indicateurs de résultats. Les autres indicateurs ont été issus des enquêtes SMART (taux de malnutrition et de mortalité), du système de surveillance nutritionnelle et de sécurité alimentaire (SNSAP), du monitoring de la sécurité alimentaire de la CAID (sous la primature), des rapports de monitoring des déplacés internes, retournés et refugiés, des rapports de système de surveillance hebdomadaire des épidémies et de riposte, des rapports du mécanisme de réponse rapide (RRM), des rapports des missions inter clusters, du rapport sur le cumul pluviométrique (FEWS NET), de la production agricole (Ministère de l'Agriculture), du suivi des prix des denrées alimentaires (mVAM).

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë:

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Limites de l'analyse : A l'issue des analyses des différents pools, il sied de relever les limitations suivantes : (1) Manque de données disponibles pour analyser certaines zones ; (2) Difficulté de procéder à une analyse de la situation projetée de certains territoires au vue de l'insuffisance de preuves ; (3) Nombre de preuves disponibles et leur niveau de fiabilité insuffisant pour classifier tous les territoires du pays. (4) Compréhension de la situation des PDIs et des retournés difficiles à distinguer au niveau de l'analyse pour certaines zones. (5) Manque des données sur l'assistance alimentaire humanitaire.

Ressources : Des ressources humaines, matérielles et financières ont été mises à profit pour la réussite de cette analyse IPC. L'analyse a été faite en recourant au Support au Système d'Information en ligne (ISS) pour tous les 5 pools. Au total, plus de 200 analystes ont contribué à cette analyse facilitée par le GSU IPC qui a appuyé la formation en collaboration avec le GTT National IPC. Les experts du GSU IPC se sont appesanti sur la rigueur technique, le strict respect des protocoles du nouveaux manuel (IPC 3.0) lancé en avril dernier et de la qualité des analyses.

GRAND KASAI

Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami, Sankuru

ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)		
3,89 M (29 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe	-
	Phase 4 Urgence	1, 266, 000
	Phase 3 Crise	2, 622, 000
	Phase 2 Stress	6, 107, 000
	Phase 1 Minimale	3, 513, 000

PROJETÉE (Janvier – Mai 2020)		
3,68M (27 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe	-
	Phase 4 Urgence	1, 089, 000
	Phase 3 Crise	2, 595, 000
	Phase 2 Stress	6, 088, 000
	Phase 1 Minimale	3, 735, 000

Sévère à quel point, combien, et quand: Dans la zone du Grand Kasaï (Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru), pour la période de Juillet à Décembre 2019, 7 territoires ont été classifiés en phase 4 d'Urgence et 12 territoires en phase 3 de crise. Sur 13,5 millions des personnes des zones rurales analysées, 3,9 millions, représentant 30% de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4), dont plus de 1,3 millions en situation d'Urgence.

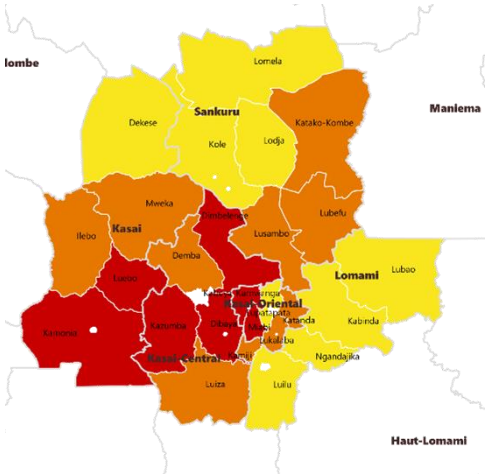
Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 26 territoires de cette partie du pays ont été analysés. Il est estimé que 3,7 millions des personnes soit 27% des 13,5 millions des personnes des zones rurales analysées seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4), dont plus de 1 million en situation d'Urgence.

Par ailleurs, les territoires de Kamonia, Kabeya Kamwanga et Miabi qui sont des zones à forte concentration de ménages non-résidents (expulsés de l'Angola et déplacés internes de moins d'un an), pourraient rester en phase d'urgence pour la période projetée.

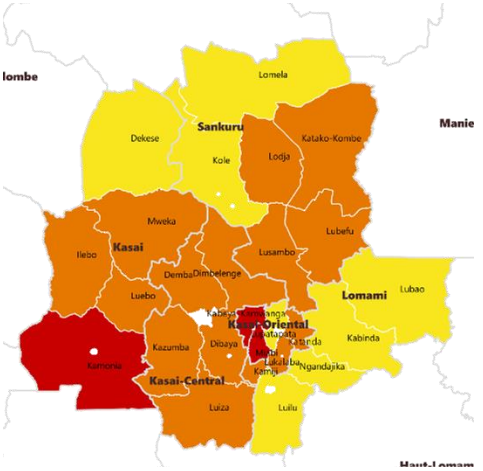
Où et qui: Les territoires les plus affectés sont ceux de Kamonia, Luebo, Dibaya, Dimbelenge, Kazumba, Kabeya Kamwanga, et Miabi. A cela s'ajoutent les territoires d'Ilebo, Mweka, Demba, Luiza, Tshilenge, kamiji, Katako Kombe, Lubefu et Lusambo. Les zones les plus touchées sont caractérisées non seulement par une forte concentration de personnes déplacées internes, de retournés, d'expulsés d'Angola et de leurs familles d'accueil, qui représentent la frange la plus vulnérable.

Pourquoi: Dans cette zone, il sied de noter qu'en dehors des facteurs structurels, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition sont causés principalement par l'activisme continu des milices entrainant des déplacements de populations ainsi que les facteurs liés à la production agricole comme les maladies des plantes, la perte des outils de production et la pauvreté des sols. Ces éléments affectent la capacité des ménages à produire de la nourriture en quantité suffisante. De plus, le faible accès aux semences et le faible accompagnement des producteurs agricoles ruraux limitent l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Juin – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Janvier – Mai 2020



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves/données insuffisantes
- Zones non inclus dans l'analyse

GRAND KASAI

Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami, Sankuru

Principales hypothèses sur les facteurs déterminants:

Cette zone couvre les provinces du Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru. Sur 26 territoires analysés, 19 ont été classifiés en phase 3 ou 4. Les territoires en phases 4 sont Kamonia, Luebo, Dibaya, Dimbelenge, Kazumba, Luiza et Miabi tandis que ceux en phase 3 sont Mweka, Demba, Luiza, Tshilenge, kamiji, Katako Kombe, Lubefu et Lusambo. Dans cette zone, les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire sont les activités continues des milices entrainant des mouvements pendulaires des populations. A cela s'ajoute les facteurs liés à la production agricole comme les maladies des plantes, la perte des outils de production agricole et la pauvreté des sols qui affectent la capacité des ménages à produire. Concernant les mouvements de populations, la grande majorité des personnes qui se sont déplacées suite au conflit inter-ethnique dit de Kamwina Nsapu sont retournés dans leurs villages d'origine mais rencontrent des difficultés pour relancer leurs activités agricoles. Cette situation concerne principalement les territoires de Kamonia, Luebo, Dibaya, Luiza, Kazumba et Kamiji. Il existe encore des personnes déplacées internes dans les territoires de Kamonia et Luebo mais qui ne sont pas encore retournées dans leur village d'origine. Depuis 2017, les territoires de Kamonia et Luiza ont également reçu des populations refoulées massivement d'Angola. Ces refoulés vivent en situation de précarité et dépendent de l'assistance humanitaire ou des familles d'accueil. Les activités des miliciens combinés aux conflits intercommunautaires opposant les Kuba aux Luba forcent les populations à se déplacer de Mweka vers Demba. Dans les territoires de Kamonia et Luebo, des miliciens occupent encore des forêts, empêchant ainsi beaucoup de ménages à reprendre leurs activités agricoles. Dans les zones minières du Kasaï Oriental (Kabeya Kamwanga et Miabi), du Kasaï Central (Luiza) et du Kasaï (Kamonia), on observe également que les jeunes se désintéressent des activités champêtres pour s'adonner à l'exploitation artisanale des minerais, entrainant une rareté des produits alimentaires et une hausse des prix des denrées. Les territoires de Sankuru (Lusambo, Lomela et Lubefu) souffrent, du reste, de l'enclavement qui accentue la pauvreté. Kamiji dans la Lomami était affecté par les activités des miliciens de Kamwina Nsapu mais n'a jamais bénéficié d'une assistance humanitaire subséquente.

Principaux résultats :

Selon les EFSA menées dans les provinces du Kasaï Central, du Kasaï Oriental, de Lomami et du Sankuru, près de 85 % des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite et consomment en moyenne 4 groupes d'aliments sur 12.

Concernant la province du Kasaï, 80 % des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite et 48 % consomment moins de 2 repas par jour. L'enquête EFSA révèlent également que 76 % des ménages présentent un indice domestique de la faim modérée ou sévère. L'analyse de la diversité alimentaire montre que 40 % des ménages ont une faible diversité alimentaire (consomment moins de 5 groupes d'aliments sur 12). En outre, 30 % des ménages ont un indice de stratégie de survie (rCSI) supérieur ou égal à 19, ce qui dénote de difficultés notables dans l'acquisition des aliments.

Toujours selon les EFSA, environ 3 ménages sur 4 (74 %) ont recouru à au moins une stratégie de crise ou d'urgence dans les provinces du Grand Kasaï contre 66 % pour le Kasaï.

Enfin, selon la MICS6, au moins 2 enfants sur 5 accusent un retard de croissance dans chacune des 5 provinces du Grand Kasaï. Cette proportion varie de 43 % au Kasaï Oriental à 53 % dans le Kasaï Central. Quant à l'émaciation, ce taux varie de 6 % au Kasaï Oriental à 7,4 % au Sankuru.

GRAND KASAI

Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami, Sankuru

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE COURANTE JUILLET - DECEMBRE 2019

Provinces	Territories	Total population analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Kasai	Dekese	157,635	39,409	25	86,699	55	23,645	15	7882	5	31,527	20
	Ilebo	561,367	224,547	40	112,273	20	196,478	35	28,068	5	224,547	40
	Kamonia	991,900	148,785	15	396,760	40	247,975	25	198,380	20	446,355	45
	Luebo	425,455	63,818	15	170,182	40	106,364	25	85,091	20	191,455	45
	Mweka	840,900	252,270	30	336,360	40	210,225	25	42,045	5	252,270	30
Kasai Central	Demba	779,945	233,984	30	311,978	40	155,989	20	77,995	10	233,984	30
	Dibaya	592,952	148,238	25	237,181	40	88,943	15	118,590	20	207,533	35
	Dimbelenge	325,188	65,038	20	130,075	40	65,038	20	65,038	20	130,075	40
	Kazumba	930,794	139,619	15	418,857	45	186,159	20	186,159	20	372,318	40
	Luiza	864,898	216,225	25	389,204	45	172,980	20	86,490	10	259,469	30
Kasai Oriental	Kabeya-kamwanga	203,586	20,359	10	101,793	50	40,717	20	40,717	20	81,434	40
	Katanda	429,113	85,823	20	171,645	40	128,734	30	42,911	10	171,645	40
	Lupatapata	349,063	69,813	20	226,891	65	34,906	10	17,453	5	52,359	15
	Miabi	369,852	73,970	20	147,941	40	73,970	20	73,970	20	147,941	40
	Tshilenge	567,008	170,102	30	226,803	40	113,402	20	56,701	10	170,102	30
Lomami	Kabinda	714,049	178,512	25	428,429	60	107,107	15	-	0	107,107	15
	Kamiji	105,909	31,773	30	26,477	25	31,773	30	15,886	15	47,659	45
	Lubao	578,856	144,714	25	347,314	60	86,828	15	-	0	86,828	15
	Luilu	916,736	366,694	40	366,694	40	137,510	15	45,837	5	183,347	20
	Ngandajika	824,036	247,211	30	535,623	65	41,202	5	-	0	41,202	5
Sankuru	Katako-kombe	330,000	99,000	30	132,000	40	82,500	25	16,500	5	99,000	30
	Kole	191,605	47,901	25	114,963	60	19,161	10	9,580	5	28,741	15
	Lodja	626,537	219,288	35	313,269	50	93,981	15	-	0	93,981	15
	Lomela	210,067	100,832	48	77,725	37	21,007	10	10,503	5	31,510	15
	Lubefu	439,305	43,931	10	263,583	60	109,826	25	21,965	5	131,792	30
	Lusambo	180,775	81,349	45	36,155	20	45,194	25	18,078	10	63,271	35
Total		13,507,531	3,513,203	26	6,106,876	45	2,621,613	19	1,265,840	9	3,887,453	29

ESTMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER-MAI 2020

Provinces	Territoires	Population Total Analysee (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 ou Superieur	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Kasai	Dekese	157,635	39,409	25	86,699	55	23,645	15	7882	5	31,527	20
	Ilebo	561,367	168,410	30	168,410	30	196,478	35	28,068	5	224,547	40
	Kamonia	991,099	198,220	20	297,330	30	247,775	25	247,775	25	495,550	50
	Luebo	425,455	106,364	25	127,637	30	127,637	30	63818	15	191,455	45
	Mweka	840,900	294,315	35	294,315	35	168,180	20	84090	10	252,270	30
Kasai Central	Demba	779,945	272,981	35	350,975	45	116,992	15	38997	5	155,989	20
	Dibaya	592,952	207,533	35	266,828	45	59,295	10	59295	10	118,590	20
	Dimbelenge	325,188	81,297	25	162,594	50	48,778	15	32519	10	81,297	25
	Kazumba	930,794	186,159	20	511,937	55	139,619	15	93079	10	232,698	25
	Luiza	864,898	259,469	30	432,449	50	129,735	15	43245	5	172,980	20
Kasai Oriental	Kabeya-kamwanga	203,586	20,359	10	50,897	25	81,434	40	50897	25	132,331	65
	Katanda	429,113	85,823	20	171,645	40	128,734	30	42911	10	171,645	40
	Lupatapata	349,063	69,813	20	226,891	65	34,906	10	17453	5	52,359	15
	Miabi	369,852	73,970	20	92,463	25	110,956	30	92463	25	203,419	55
	Tshilenge	567,008	113,402	20	170,102	30	198,453	35	85051	15	283,504	50
Lomami	Kabinda	714,049	178,512	25	464,132	65	71,405	10	0	0	71,405	10
	Kamiji	105,909	31,773	30	26,477	25	31,773	30	15886	15	47,659	45
	Lubao	578,856	144,714	25	347,314	60	86,828	15	0	0	86,828	15
	Luilu	916,736	366,694	40	412,531	45	91,674	10	45837	5	137,511	15
	Ngandajika	824,036	247,211	30	494,422	60	82,404	10	0	0	82,404	10
Sankuru	Katako-kombe	330,000	99,000	30	165,000	50	66,000	20	0	0	66,000	20
	Kole	191,605	67,062	35	105,383	55	19,161	10	0	0	19,161	10
	Lodja	626,537	219,288	35	250,615	40	156,634	25	0	0	156,634	25
	Lomela	210,067	105,034	50	84,027	40	21,007	10	0	0	21,007	10
	Lubefu	439,305	43,931	10	263,583	60	109,826	25	21965	5	131,791	30
	Lusambo	180,775	54,233	30	63,271	35	45,194	25	18,077.50	10	63,271	35
Total		13,506,730	3,734,973	28	6,087,926	45	2,594,522	19	1,089,309	8	3,683,831	27

GRAND KIVU

Maniema, Nord et Sud-Kivu

ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)		PROJETÉE (Janvier-Mai 2020)	
3,55 M (25 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -	**3,60 M** (26 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -
	Phase 4 Urgence: 836, 000		Phase 4 Urgence: 772, 000
	Phase 3 Crise: 2, 718, 000		Phase 3 Crise: 2, 823, 000
	Phase 2 Stress: 5, 584, 000		Phase 2 Stress: 5, 252, 000
	Phase 1 Minimale: 4, 813, 000		Phase 1 Minimale: 4, 890, 000

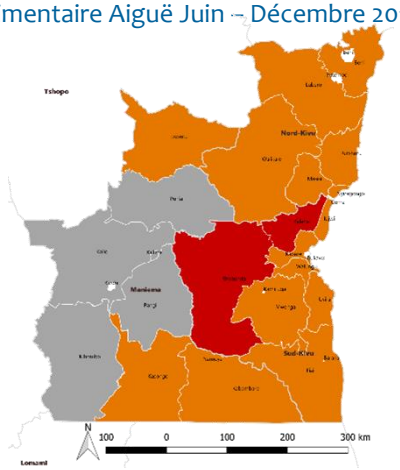
Sévère à quel point, combien, et quand: Dans la zone du Grand Kivu (Maniema, Nord-Kivu et Sud-Kivu), pour la période de Juillet à Décembre 2019, 2 territoires ont été classés en phase d'Urgence et 15 territoires en phase de crise. Sur les 13,9 millions de personnes des zones rurales analysées, 3,6 millions, représentant 25% de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4), dont plus de 836 milles en situation d'Urgence.

Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 17 de cette partie du pays ont été analysés. Il est estimé que 3,6 millions des personnes (26% d'un peu plus de 13,7 millions vivant dans les zones rurales analysées) seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et 4), dont plus de 772 mille en situation d'Urgence. Les territoires de Shabunda, Fizi, Uvira, Kabambare, zones caractérisées par l'instabilité sécuritaire et les mouvements des populations avec comme conséquence des pertes des moyens d'existence, pourraient basculer en phase d'urgence.

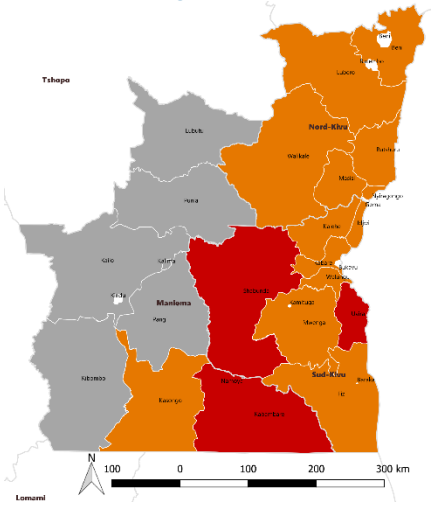
Où et qui : Les territoires les plus affectés sont ceux de Kalehe, Shabunda, Kabambare, Kasongo, Lubutu, Beni, Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru, Walikale, Fizi, Idjwi, Kabare, Mwanga, Uvira, Walungu tous classés en phase de crise. Ces populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans les zones occupées par les groupes armés, les zones de conflits intercommunautaires, les zones agro-pastorales dont l'accès à la terre est privatisé par les riches au détriment des pauvres. Ces zones sont caractérisées principalement par une forte concentration des déplacés internes, des retournés et des familles d'accueil mais aussi par les réfugiés Rwandais et Burundais qui recourent aux mêmes moyens d'existence que les autochtones.

Pourquoi : L'activisme des groupes armés, entraînant des mouvements pendulaires des populations, se présente comme le facteur prépondérant qui perturbe les activités de subsistance et affecte négativement la sécurité alimentaire des ménages. L'insécurité grandissante dans cette partie du pays empêchent aux ménages d'accéder aux champs et de pratiquer une activité agricole. Ainsi, les ménages sont contraints de cultiver des petites portions des terres moins fertiles dans des zones accessibles et légèrement sécurisées. Les mauvais états des routes de desserte agricole, l'absence des infrastructures sociales de base et le manque d'application des politiques agricoles impactent négativement la sécurité alimentaire. Les vulnérabilités du territoire de Beni sont encore renforcées par les attaques répétées, les enlèvements des civils ainsi que l'épidémie d'Ebola qui perdure depuis plus d'un an dans la zone.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Juin – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Janvier – Mai 2020



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves/données insuffisantes
- Zones non inclus dans l'analyse

GRAND KIVU

Maniema, Nord et Sud-Kivu

Principales hypothèses sur les facteurs déterminants:

Cette zone couvre le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema. Tous les territoires des provinces du Nord et Sud Kivu ont été classifiés en phase 3 et 4. La violence armée, entrainant des mouvements pendulaires des populations de manière récurrente, se présente comme le facteur prépondérant qui perturbe les activités des moyens d'existence et affecte négativement la sécurité alimentaire des ménages. Dans ces zones, il a été observé, des déplacements des populations suite à l'activisme des groupes armés couplé aux opérations militaires des FARDC visant à limiter la nuisance de ces groupes armés. Dans le territoire de Beni, des attaques ont été perpétrées de manière récurrente sur des populations civiles par des personnes identifiées comme faisant partie des ADF-NALU, un groupe rebelle Ougandais. Cette violence perturbe les activités de moyens d'existence, y compris les activités agricoles et commerciales. A la violence armée s'ajoute la maladie à virus Ebola qui affecte les populations dans les territoires exposés directement à ladite maladie. D'autres épidémies, comme le choléra, la rougeole ainsi que des épizooties et les maladies des plantes sont régulièrement rapportées dans cette zone. Tous ces facteurs ont un impact négatif sur la production agricole et sur les prix des produits alimentaires.

Les deux territoires de Shabunda et Kalehe, au Sud Kivu ont été classifiés en phase 4. Il s'agit de zones enclavées avec des activités intenses de groupes armés. Shabunda est un territoire resté de manière permanente en phases 3 ou 4 pendant plusieurs cycles d'analyse IPC sans attirer cependant un niveau d'assistance conséquente, principalement à cause de sa situation d'enclavement (la zone est accessible uniquement par avion). Les 3 territoires de Maniema, classifiés en phase 3 (Kabambare, Lubutu et Kasango) sont également affectés par des activités des groupes armés et des opérations des FARDC, entrainant des mouvements des populations et un manque d'accès aux services sociaux de base. Par ailleurs, la présence dans ces territoires des populations déplacées internes et des retournés rend pour lesquels l'assistance humanitaire nécessaire pour préserver l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes et allaitantes) et les moyens d'existence des ménages les plus affectés par cette violence armée. Dans la plupart de ces territoires, l'exploitation minière attise l'appétit des groupes armés.

Principaux résultats :

L'enquête EFSA effectuée en mai 2019 révèle que 86% des ménages du Sud-Kivu ont une consommation alimentaire pauvre et limite, contre 59% dans le Nord-Kivu. Les différentes sources utilisées pendant l'analyse indiquent que les ménages affectent 65% de leurs revenus et plus à l'achat de nourriture, entraînant un recours élevé à des stratégies de survie sévères pour faire face à leur difficulté d'accès à la nourriture.

Par ailleurs, 7 ménages sur 10 souffrent d'une faim modérée ou sévère contre 36% dans le Nord-Kivu. En outre, 26% des ménages ont un indice de stratégie de survie supérieur à 19, synonyme de crise/urgence alimentaire et 32% des adultes consomment un repas par jour.

Au regard des résultats de l'EFSA, 59% des ménages du Sud-Kivu recourent aux stratégies d'urgence ou de crise contre 42% dans le Nord-Kivu. Selon les résultats de l'enquête MICS 2017, 48% des enfants âgés de moins de 5 ans présentent un retard de croissance contre 50% dans le Nord-Kivu et 42% pour le Maniema.

GRAND KIVU

Maniema, Nord et Sud-Kivu

	ESTMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE ACTUELLE JUILLET-DECEMBRE 2019											
Provinces	Territoires	Population Total Analysée (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 ou Supérieur	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Maniema	Kabambare	462,019	161,707	35	184,808	40	92,404	20	23,101	5	115,505	25
	Kasongo	653,106	228,587	35	261,242	40	130,621	20	32,655	5	163,277	25
	Lubutu	215,359	64,608	30	86,144	40	53,840	25	10,768	5	64,608	30
Nord-Kivu	Beni	1,506,933	602,773	40	527,427	35	301,387	20	75,347	5	376,733	25
	Lubero	1,553,956	543,885	35	621,582	40	310,791	20	77,698	5	388,489	25
	Masisi	1,323,124	529,250	40	463,093	35	264,625	20	66,156	5	330,781	25
	Nyiragongo	656,108	196,832	30	262,443	40	131,222	20	65,611	10	196,832	30
	Rutshuru	1,351,070	472,875	35	540,428	40	270,214	20	67,554	5	337,768	25
	Walikale	627,479	219,618	35	250,992	40	125,496	20	31,374	5	156,870	25
Sud-Kivu	Fizi	826,366	289,228	35	371,865	45	165,273	20	-	0	165,273	20
	Idjwi	278,742	83,623	30	139,371	50	55,748	20	-	0	55,748	20
	Kabare	840,301	294,105	35	336,120	40	168,060	20	42,015	5	210,075	25
	Kalehe	829,448	248,834	30	331,779	40	82,945	10	165,890	20	248,834	30
	Mwenga	736,511	257,779	35	331,430	45	147,302	20	-	0	147,302	20
	Shabunda	661,461	165,365	25	231,511	35	132,292	20	132,292	20	264,584	40
	Uvira	505,695	176,993	35	227,563	45	101,139	20	-	0	101,139	20
	Walungu	925,099	277,530	30	416,295	45	185,020	20	46,255	5	231,275	25
Total		**13,952,777**	**4,813,591**	**34**	**5,584,093**	**40**	**2,718,379**	**20**	**836,715**	**6**	**3,555,093**	**25**

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER - MAI 2020												
Provinces	Territories	Total Population Analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Maniema	Kabambare	462,019	138,606	30	184,808	40	46,202	10	92,404	20	138,606	30
	Kasongo	653,106	228,587	35	261,242	40	130,621	20	32,655	5	163,277	25
Nord-Kivu	Beni	1,506,933	678,120	45	452,080	30	376,733	25	-	0	376,733	25
	Lubero	1,553,956	621,582	40	543,885	35	310,791	20	77,698	5	388,489	25
	Masisi	1,323,124	396,937	30	529,250	40	330,781	25	66,156	5	396,937	30
	Nyiragongo	656,108	262,443	40	229,638	35	131,222	20	32,805	5	164,027	25
	Rutshuru	1,351,070	486,385	36	486,385	36	310,746	23	67,554	5	378,300	28
	Walikale	627,479	188,244	30	250,992	40	156,870	25	31,374	5	188,244	30
Sud-Kivu	Fizi	826,366	289,228	35	330,546	40	165,273	20	41,318	5	206,592	25
	Idjwi	278,742	97,560	35	111,497	40	55,748	20	13,937	5	69,686	25
	Kabare	840,301	294,105	35	378,135	45	168,060	20	-	0	168,060	20
	Kalehe	829,448	290,307	35	373,252	45	165,890	20	-	0	165,890	20
	Mwenga	736,511	294,604	40	257,779	35	147,302	20	36,826	5	184,128	25
	Shabunda	661,461	198,438	30	264,584	40	66,146	10	132,292	20	198,438	30
	Uvira	505,695	101,139	20	227,563	45	75,854	15	101,139	20	176,993	35
	Walungu	925,099	323,785	35	370,040	40	185,020	20	46,255	5	231,275	25
Total		**13,737,418**	**4,890,071**	**36**	**5,251,675**	**38**	**2,823,260**	**21**	**772,413**	**6**	**3,595,673**	**26**

GRAND KATANGA

Haut Katanga, Haut Lomani, Lualaba, Tanganyika

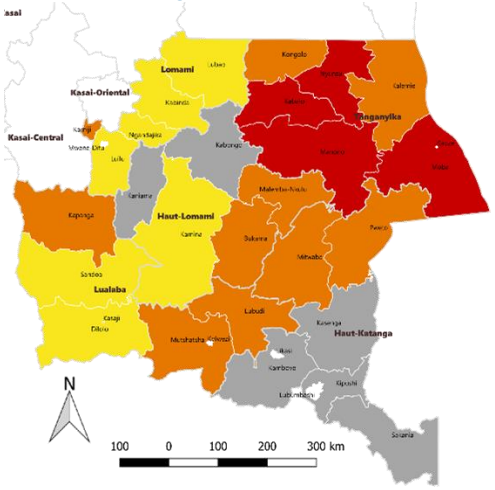
ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)			PROJETÉE (Janvier – Mai 2020)		
2,58 M (29 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe	-	**2,35 M** (28 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe	-
	Phase 4 Urgence	751, 000		Phase 4 Urgence	665, 000
	Phase 3 Crise	1, 826, 000		Phase 3 Crise	1, 687, 000
	Phase 2 Stress	3, 974, 000		Phase 2 Stress	3, 799, 000
	Phase 1 Minimale	2, 297, 000		Phase 1 Minimale	2, 194, 000

Sévère à quel point, combien, et quand: Dans la zone du Grand Katanga (Haut Katanga, Haut Lomami, Lualaba et Tanganyika), pour la période de Juillet à Décembre 2019, 4 territoires ont été classifiés en phase d'Urgence et 9 territoires en phase de crise. Sur environ 8,8 millions de personnes vivant dans les zones rurales analysées, 2,6 millions (29% de la population analysée), sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4), dont plus de 750 mille en situation d'Urgence.
Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 10 territoires de cette partie du pays ont été analysés et il est estimé que 2,4 millions (28 % d'un peu plus de 8,3 millions des personnes des zones rurales analysées) seront en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 et 4), dont plus 665 mille en situation d'Urgence.
Par ailleurs, pour la période projetée, le territoire de Manono, zone à forte concentration des ménages déplacés et de retournés à la suite des conflits inter-ethniques Twa-Bantu, demeurerait en urgence. Quant aux territoires de Kongolo, Nyunzu, Moba, Kalemie, Lubudi, Mutshatsha, Malemba Nkulu, Bukama, Pweto et Mituaba, caractérisés par des conflits et soumis à l'invasion de ravageurs, ces zones agro-pastorales seraient en crise (phase 3).

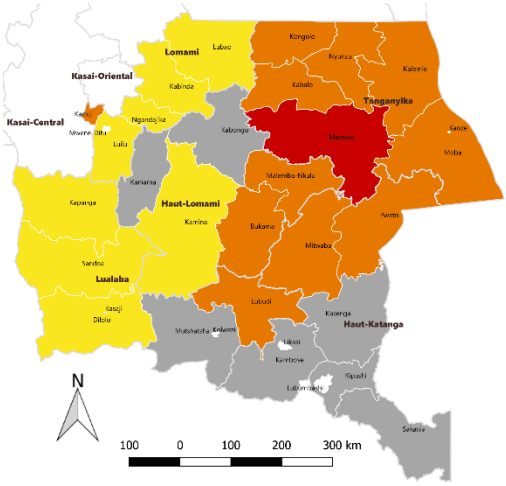
Où et qui : Les territoires les plus touchés sont ceux de Kabalo, Manono, Moba et de Nyunzu. D'autre part, 9 territoires sont classés en situation de crise (phase 3) : Kalemie, Kongolo, Kapanga, Lubudi, Mutshatsha, Bukama, Melemba Nkulu, Mitwaba et Pweto.
Les populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans les zones avec présence des groupes armés, dans les zones de retours suite aux conflits inter-ethniques (Twa-Bantu), dans les zones agro-pastorales à faible production ainsi que dans les zones minières. On y trouve également une forte concentration de déplacés internes, de retournés en plus des familles d'accueil.

Pourquoi : Les territoires les plus affectés par l'insécurité alimentaire aiguë sont ceux touchés par le conflit intercommunautaires ces deux dernières années. Bien que la situation se soit relativement améliorée, on enregistre encore, dans certaines zones du pays, un nombre important des personnes déplacées internes et retournées qui n'arrivent pas à relancer leurs activités de subsistance. On signale également dans cette zone la présence des pachydermes et de maladies des cultures telles que la striure brune du manioc, la mosaïque, les acariens verts et la chenille légionnaire d'automne qui affectent la production agricole et la disponibilité des produits alimentaires.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Juin – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Janvier – Mai 2020



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves/données insuffisantes
- Zones non inclus dans l'analyse

GRAND KATANGA

Haut Katanga, Haut Lomani, Lualaba, Tanganyika

Principales hypothèses sur les facteurs déterminants:

Cette zone couvre les nouvelles provinces de Tanganyika, du Haut-Katanga (Pweto et Mitwaba), du Haut-Lomami (Malemba Nkulu et Bukama), et de Lualaba. Tous les territoires du Tangnayika ont été classifiés en phase 3 ou plus, avec les territoires de Kabalo, Moba, Manono et Nyunzu qui ont été classifiés en phase 4. Ces territoires sont ceux qui ont été affectés par les conflits inter-ethniques qui opposent les Bantous aux Batwa au cours des deux dernières années. Bien que la situation se soit relativement rétablie, on note encore dans la zone un nombre important des personnes déplacées internes et ceux qui retournent dans leurs milieux d'origine sont confrontés aux difficultés de relancer leurs activités agricoles comme partout ailleurs. Les enquêtes post distributions (PDMs) conduites par le PAM dans les sites des déplacés autour de Kalemie montrent encore un pourcentage élevé des ménages des déplacés qui sont en insécurité alimentaire. La situation n'a pas beaucoup changé dans les deux territoires du Haut-Katanga (Pweto et Mitwaba) qui étaient aussi touchés par les conflits inter-ethniques Twa-Bantou et qui ont été encore une fois classifiés en phase 3. D'autres territoires qui ont été classifiés en phase 3 sont Bukama et Malemba Nkulu (Haut Lomami). Ces territoires sont touchés indirectement par les conflits Twa-Bantous à cause de leur proximité avec ceux du Tanganyika et par les inondations qui détruisent les champs sont rapportées de manière récurrente dans ces deux territoires. Le territoire de Kapanga qui partage ses limites avec la province du Kasaï Central était également touché par le conflit Kamwina Nsapu, mais n'a jamais bénéficié d'un niveau d'assistance conséquent. Aux conflits et mouvements des populations subséquentes, il faut également noter la présence des pachydermes et les maladies des cultures telles que la striure brune de manioc, la mosaïque africaine, les acariens verts et la chenille légionnaire d'automne qui affectent la production agricole et la disponibilité des produits alimentaires dans cette zone.

Principaux résultats :

L'EFSA de 2019 révèle que les taux des ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite est de 94,1% à Nyunzu, 83% à Manono, 80,7% à Moba et 80% à Kabalo, indiquant une situation quasi généralisée de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate.

Selon l'EFSA menée en avril-mai 2019, 73 % des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite tandis que 21 % consomment moins de 2 repas par jour. Par ailleurs, 29 % des ménages ont un r-CSI supérieur ou égal à 19, ce qui dénote de difficultés notables dans l'accès aux aliments. Toujours selon l'EFSA, 35 % des ménages ont recouru à au moins une stratégie de crise et 36 % à au moins une stratégie d'urgence. La MICS 6 révèle qu'au minimum 2 enfants de moins de 5 ans sur 5 accusent un retard de croissance. Le Haut Lomami (49 %) enregistre le taux le plus élevé contre le plus bas dans le Haut Katanga (40 %). Par ailleurs, en moyenne, 6 % des enfants de moins de 5 ans sont touchés par la malnutrition aiguë.

GRAND KATANGA

Haut Katanga, Haut Lomani, Lualaba, Tanganyika

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE COURANTE JUILLET - DECEMBRE 2019

Provinces	Territories	Total population analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Haut-Katanga	Mitwaba	316,559	63,312	20	142,452	45	79,140	25	31,656	10	110,796	35
	Pweto	614,422	153,606	25	276,490	45	122,884	20	61,442	10	184,327	30
Haut-Lomami	Bukama	1,144,784	286,196	25	515,153	45	286,196	25	57,239	5	343,435	30
	Kamina	667,168	400,301	60	233,509	35	33,358	5	-	0	33,358	5
	Malemba-nkulu	997,280	199,456	20	498,640	50	199,456	20	99,728	10	299,184	30
Lualaba	Dilolo	480,135	168,047	35	264,074	55	48,014	10	-	0	48,014	10
	Kapanga	264,381	37,013	14	166,560	63	44,945	17	15,863	6	60,808	23
	Lubudi	451,648	158,077	35	203,242	45	90,330	20	-	0	90,330	20
	Mutshatsha	504,131	100,826	20	252,066	50	126,033	25	25,207	5	151,239	30
	Sandoa	368,991	110,697	30	239,844	65	18,450	5	-	0	18,450	5
Tanganyika	Kabalo	269,885	40,483	15	107,954	40	67,471	25	53,977	20	121,448	45
	Kalemie	694,593	138,919	20	347,297	50	138,919	20	69,459	10	208,378	30
	Kongolo	526,257	131,564	25	263,129	50	105,251	20	26,313	5	131,564	25
	Manono	751,798	187,950	25	263,129	35	150,360	20	150,360	20	300,719	40
	Moba	520,014	52,001	10	104,003	20	260,007	50	104,003	20	364,010	70
	Nyunzu	277,228	69,307	25	97,030	35	55,446	20	55,446	20	110,891	40
Total		**8,849,274**	**2,297,754**	**26**	**3,974,569**	**45**	**1,826,258**	**21**	**750,692**	**7**	**2,576,950**	**29**

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER - MAI 2020

Provinces	Territories	Total Population Analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Haut-Katanga	Mitwaba	316,559	63,312	20	126,624	40	94,968	30	31,656	10	126,624	40
	Pweto	614,422	153,606	25	307,211	50	122,884	20	30,721	5	153,606	25
Haut-Lomami	Bukama	1,144,784	286,196	25	572,392	50	228,957	20	57,239	5	286,196	25
	Kamina	667,168	400,301	60	233,509	35	33,358	5	-	0	33,358	5
	Malemba-nkulu	997,280	149,592	15	448,776	45	299,184	30	99,728	10	398,912	40
Lualaba	Dilolo	480,135	120,034	25	312,088	65	48,014	10	-	0	48,014	10
	Kapanga	264,381	66,095	25	145,410	55	39,657	15	13,219	5	52,876	20
	Lubudi	451,648	158,077	35	203,242	45	90,330	20	-	0	90,330	20
	Sandoa	368,991	110,697	30	202,945	55	55,349	15	-	0	55,349	15
Tanganyika	Kabalo	269,885	53,977	20	94,460	35	80,966	30	40,483	15	121,448	45
	Kalemie	694,593	138,919	20	347,297	50	138,919	20	69,459	10	208,378	30
	Kongolo	526,257	131,564	25	236,816	45	105,251	20	52,626	10	157,877	30
	Manono	751,798	187,950	25	263,129	35	150,360	20	150,360	20	300,719	40
	Moba	520,014	104,003	20	208,006	40	130,004	25	78,002	15	208,006	40
	Nyunzu	277,228	69,307	25	97,030	35	69,307	25	41,584	15	110,891	40
Total		**8,345,143**	**2,193,628**	**26**	**3,798,932**	**46**	**1,687,506**	**20**	**665,077**	**8**	**2,352,583**	**28**

République Démocratique du Congo

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË
Juillet 2019 – Mai 2020
17ème Cycle, Publié en Août 2019

EX-PROVINCE ORIENTALE

Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri, Tshopo, Tshuapa

ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)

3,77 M
(33 % de la population)
Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE

Phase 5 Catastrophe	-
Phase 4 Urgence	942, 000
Phase 3 Crise	2, 832, 000
Phase 2 Stress	4, 784, 000
Phase 1 Minimale	2, 774, 000

PROJETÉE (Janvier – Mai 2020)

3,24 M
(40 % de la population)
Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE

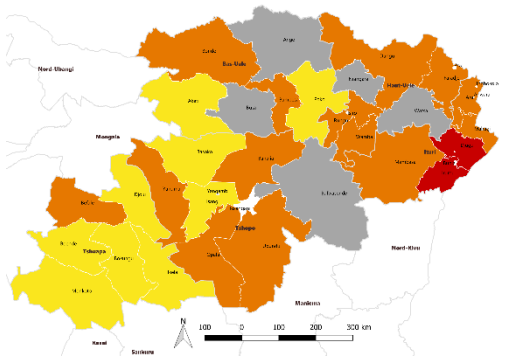
Phase 5 Catastrophe	-
Phase 4 Urgence	919, 000
Phase 3 Crise	2, 317, 000
Phase 2 Stress	3, 469, 000
Phase 1 Minimale	1, 406, 000

Sévère à quel point, combien, et quand: Dans la zone de l'Ex-Province Orientale (Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri et Tshopo), pour la période de Juillet à Décembre 2019, 2 territoires ont été classifiés en phase d'Urgence et 14 territoires en phase de Crise. Sur plus de 11 millions des personnes des zones rurales analysées, 3,8 millions (33% de la population analysée), sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et 4), dont environ 942 mille en situation d'Urgence.
Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 16 territoires de cette partie du pays ont été analysés. Il est estimé que 3,2 millions des personnes (40 % d'un peu plus de 8 millions des personnes des zones rurales analysées) seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (phase 3 et 4), dont plus 919 mille en phase d'Urgence.
Il est estimé que les territoires de Djugu et Irumu, zones caractérisées par des conflits armés avec comme conséquence des mouvements des populations et des pertes des moyens d'existence, pourraient demeurer en Urgence (phase 4). En outre, dans les territoires d'Aru, Mahagi, Mambasa, Banalia, Opala, Ubundu, Yahuma et Befale, zone à conflits armés, des insectes ravageant les cultures et des épizooties risqueront de faire apparaitre ces zones en crise (phase 3).

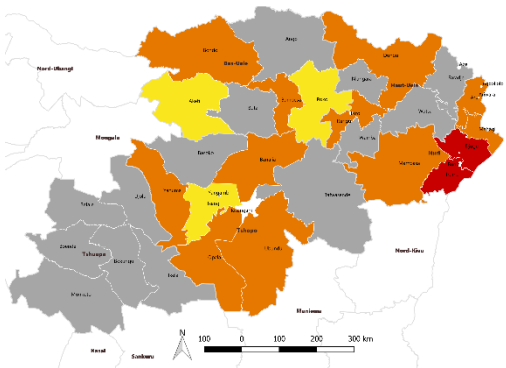
Où et qui : Les territoires de Djugu et Irumu sont les plus touchés de même que Aru, Mahagi, Mambasa, Banalia, Opala, Ubundu, Yahuma, Befale, Faradje, Rungu, Wamba, Dungu, Djugu et Irumu. Les populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans les zones de déplacement liés aux conflits armés, les zones frontalières au Soudan du Sud, les zones agro-pastorales. Elles sont également caractérisées par une présence importante des déplacés internes, de retournés, de réfugiés Sud Soudanais en plus des familles d'accueil. Ces groupes représentent les franges les plus vulnérables.

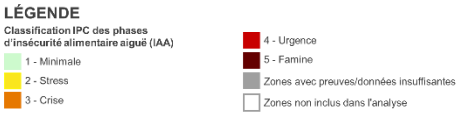
Pourquoi : L'insécurité, l'activisme des groupes armés, les déplacements des populations, les mauvais états des routes des zones rurales limitent les activités agricoles, l'approvisionnements en denrées alimentaires de base, ainsi que les activités commerciales et économiques dans certaines zones. Les vulnérabilités des territoires de Mambasa et d'Irumu pourraient être renforcées par les attaques à répétition, les enlèvements des civils ainsi que les risques face à l'épidémie Ebola déjà déclarée dans la zone de Mambasa. En outre, l'absence d'infrastructures sociales de base et le manque d'application des politiques agricoles impactent négativement la sécurité alimentaire et nutritionnelle de communautés.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Juin – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Janvier – Mai 2020





EX-PROVINCE ORIENTALE

Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri, Tshopo, Tshuapa

Principales hypothèses sur les facteurs déterminants:

Cette zone est couverte par les nouvelles provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé, de l'Ituri et de a Tshopo. Tous les territoires de l'Ituri et Haut-Uélé ont été classifiés en phase 3 ou 4, avec les territoires de Djugu et d'Irumu qui sont en phase 4. Ces deux territoires ont connu au cours des deux dernières années des conflits intercommunautaires qui opposent les Lendu aux Hema, entraînant un déplacement important de personnes. En plus de ce conflit, il faut ajouter la présence des réfugiés Centrafricains dans le territoire de Bondo au Bas-Uélé et des activités de la LRA, groupe rebelle ougandais, ainsi que la présence des réfugiés sud-soudanais dans le Haut-Uélé. Les perturbations pluviométriques ont, en outre, été enregistrées. Comme indiqué précédemment, à la mi-juin 2019, on estimait à environ 300 000 le nombre de personnes déplacées dans la province de l'Ituri. Les conflits inter-ethniques dans cette province ont provoqué une flambée des déplacements. Les combats intenses entre les forces armées congolaises (FARDC) et les groupes armés, ainsi que la poursuite des affrontements entre les communautés Hema (éleveurs) et Lendu (agriculteurs), constituent les principales causes des déplacements en Ituri avec un impact négatif sur les moyens d'existence des ménages.

Principaux résultats :

L'enquête EFSA a seulement été réalisée dans la province de l'Ituri : les résultats indiquent près de 84% des ménages ont une consommation alimentaire limite et pauvre. Par ailleurs, 14% des ménages ont un indice de stratégie de survie supérieur ou égale à 19. Concernant le score de diversité alimentaire, on note que les ménages consomment 5 groupes d'aliments sur 7.

Par ailleurs, dans la province de l'Ituri, il ressort que 57% des ménages recourent à des stratégies de crise et d'urgence. On observe que 44% des enfants de la province de Tshopo âgés de 0 à 59 mois ont un retard de croissance contre 47% en Ituri, 35% dans le Haut Uélé et 47.5% dans le bas Uélé. Par rapport à l'émaciation, on retrouve un taux de 4% d'enfants âgés de 0 à 59 mois dans la Tshopo, 11% dans l'Ituri, 10% dans le Haut Uélé et 4% dans le Bas Uélé.

EX-PROVINCE ORIENTALE

Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri, Tshopo, Tshuapa

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE COURANTE JUILLET - DECEMBRE 2019

Provinces	Territories	Total population analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Bas-Uele	Aketi	216,530	86,612	40	97,439	45	21,653	10	10,827	5	32,480	15
	Bambesa	131,197	26,239	20	72,158	55	26,239	20	6,560	5	32,799	25
	Bondo	265,195	26,520	10	159,117	60	53,039	20	26,520	10	79,559	30
	Poko	236,505	47,301	20	153,728	65	23,651	10	11825	5	35,476	15
Haut-Uele	Dungu	202,177	40,435	20	111,197	55	40,435	20	10109	5	50,544	25
	Faradje	380,012	95,003	25	190,006	50	76,002	20	19001	5	95,003	25
	Rungu	363,690	72,738	20	163,661	45	90,923	25	36369	10	127,292	35
	Wamba	426,266	127,880	30	170,506	40	85,253	20	42627	10	127,880	30
Ituri	Aru	980,087	245,022	25	245,022	25	392,035	40	98009	10	490,044	50
	Djugu	1,777,896	355,579	20	711,158	40	355,579	20	355,579	20	711,158	40
	Irumu	563,180	140,795	25	168,954	30	140,795	25	112636	20	253,431	45
	Mahagi	1,369,195	342,299	25	410,759	30	547,678	40	68,460	5	616,138	45
	Mambasa	368,303	73,661	20	128,906	35	147,321	40	18415	5	165,736	45
Tshopo	Banalia	266,808	53,362	20	120,064	45	66,702	25	26681	10	93,383	35
	Basoko	354,715	120,603	34	166,716	47	53,207	15	14189	4	67,396	19
	Isangi	585,655	70,279	12	404,102	69	81,992	14	29283	5	111,275	19
	Opala	273,580	27,358	10	136,790	50	95,753	35	13679	5	109,432	40
	Ubundu	323,912	16,196	5	145,760	45	145,760	45	16196	5	161,956	50
	Yahuma	189,417	37,883	20	94,709	50	47,354	25	9471	5	56,825	30
Tshuapa	Befale	319,887	95,966	30	127,955	40	79,972	25	15994	5	95,966	30
	Boende	281,443	98,505	35	140,722	50	42,216	15	0	0	42,216	15
	Bokungu	610,720	305,360	50	213,752	35	91,608	15	0	0	91,608	15
	Djolu	370,409	129,643	35	185,205	50	55,561	15	0	0	55,561	15
	Ikela	342,950	85,738	25	205,770	60	51,443	15	0	0	51,443	15
	Monkoto	134,739	53,896	40	60,633	45	20,211	15	0	0	20,211	15
Total		11,334,468	2,774,872	24	4,784,787	42	2,832,381	25	942,429	8	3,774,810	33

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER - MAI 2020

Provinces	Territories	Total Population Analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Bas-Uele	Aketi	216,530	86,612	40	97439	45	32480	15	-	0	32,480	15
	Bambesa	130,000	26,000	20	71,500	55	26,000	20	6,500	5	32,500	25
	Bondo	265,195	26,520	10	145,857	55	66,299	25	26,520	10	92,818	35
	Poko	236,505	35,476	15	165,554	70	23,651	10	11,825	5	35,476	15
Haut Uele	Dungu	202,177	20,218	10	121,306	60	50,544	25	10,109	5	60,653	30
	Rungu	363,690	72,738	20	127,292	35	127,292	35	36,369	10	163,661	45
Ituri	Aru	980,087	245,022	25	196,017	20	392,035	40	147,013	15	539,048	55
	Djugu	1,777,896	177,790	10	711,158	40	533,369	30	355,579	20	888,948	50
	Irumu	563,180	84,477	15	225,272	40	140,795	25	112,636	20	253,431	45
	Mahagi	1,369,195	273,839	20	616,138	45	410,759	30	68,460	5	479,218	35
	Mambasa	368,303	73,661	20	110,491	30	128,906	35	55,245	15	184,152	50
Tshopo	Banalia	266,808	80,042	30	93,383	35	80,042	30	13,340	5	93,383	35
	Isangi	585,655	70,279	12	404,102	69	81,992	14	29,283	5	111,274	19
	Opala	273,580	27,358	10	136,790	50	82,074	30	27,358	10	109,432	40
	Ubundu	323,912	77,739	24	152,239	47	93,934	29	-	0	93,934	29
	Yahuma	189,417	28,413	15	94,709	50	47,354	25	18,942	10	66,296	35
Total		8,112,130	1,406,181	17	3,469,245	43	2,317,524	29	919,179	11	3,236,703	40

LES PROVINCES DE L'OUEST

Congo Central, Kwango, Kwilu, Mai Ndombe, Mongala, N & Sud Ubangi, Equateur

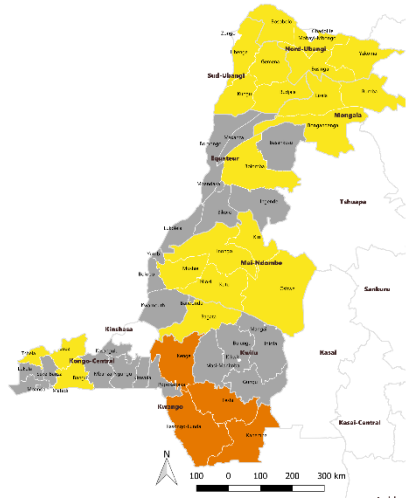
ACTUELLE (Juillet – Décembre 2019)		PROJETÉE (Janvier-Mai 2020)	
1,7 M (14 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -	**0,72 M** (16 % de la population) Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 Catastrophe: -
	Phase 4 Urgence: 77, 000		Phase 4 Urgence: 116, 000
	Phase 3 Crise: 1, 624, 000		Phase 3 Crise: 603, 000
	Phase 2 Stress: 6, 576, 000		Phase 2 Stress: 2, 090, 000
	Phase 1 Minimale: 3, 949, 000		Phase 1 Minimale: 1, 565, 000

Sévère à quel point, combien, et quand: Dans la zone de l'Ouest (Kongo Central, Kwango, Kwilu, Maï-Ndombe, Mongala, Nord et Sud Ubangi, Equateur et Tshuapa), pour la période de Juillet à Décembre 2019, 4 territoires ont été classifiés en phase de crise. Sur plus de 12 millions de personnes vivant dans les zones rurales analysées, 1,7 millions (14 % de la population analysée) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et 4) dont environ 77 mille en phase d'Urgence.
Pour la période projetée (Janvier à Mai 2020), 10 territoires de cette partie du pays ont été analysés. Ainsi, il est estimé que plus de 720 mille personnes (16 % d'un peu plus de 4 millions de personnes des zones rurales analysées) seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et 4), dont plus 116 mille en situation d'Urgence.

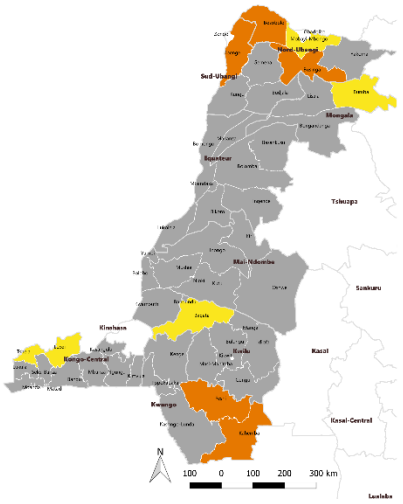
Où et qui : Les populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans les zones frontalières à l'Angola. La dégradation des relations diplomatiques entre les 2 pays a entrainé l'expulsions de populations Congolaises avec un impact immédiat sur leurs moyens d'existence. Entre Janvier et Mai 2020, tout porte à croire que les territoires Feshi, Kahemba, Bosobolo, Businga et Libenge se trouveraient en phase 3 principalement à cause de la forte concentration des expulsés d'Angola, des déplacés de la crise du Kasaï et de la présence de l'épizootie bovine en plus des maladies des cultures.

Pourquoi : Dans cette zone, le contexte de sécurité alimentaire demeure précaire suite à de multiples facteurs structurels qui affectent de façon chronique une grande partie des territoires. A cela s'ajoutent les perturbations pluviométriques dans certains territoires lors de la campagne agricole passée. Certains territoires ont aussi fait face à la présence des chenilles légionnaires d'Automne qui attaquent les cultures de maïs. Les fortes pluies provoquant la destruction des maisons et des cultures affectent directement la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables ayant des sources de revenus moins diversifiées. On signale également dans certaines zones des épizooties bovines et la persistance de maladies des plantes qui affectent les principales cultures vivrières, principalement le maïs.

Situation Actuelle IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Juin – Décembre 2019



Situation Projetée IPC d'Insécurité Alimentaire Aiguë Janvier – Mai 2020



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves/données insuffisantes
- Zones non inclus dans l'analyse

LES PROVINCES DE L'OUEST

Congo Central, Kwango, Kwilu, Mai Ndombe, Mongala, N & Sud Ubangi, Equateur

Principales hypothèses sur les facteurs déterminants:

Cette zone couvre les nouvelles provinces de l'Equateur, de Tshuapa, de Mongala, du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi, du Kongo Central, du Kwango, du Kwilu et de Maï-Ndombe. Dans la province du Kwango, les territoires de Feshi, Kahemba, Kasongo Lunda et Kenge ont été classifiés en phase 3. A l'instar de Luiza et Kamonia, ces territoires partagent la frontière avec l'Angola et ont également reçu des congolais refoulés. Ces derniers reviennent dans un contexte de sécurité alimentaire et nutritionnel précaire. Bien que la plupart des territoires des provinces de l'Ouest ont été classifiés en phase 2, il convient de noter que le Kongo central a connu des perturbations pluviométriques lors de la campagne passée, la présence de la chenille légionnaire d'automne, qui attaque les cultures de maïs, et des fortes pluies ayant provoqué la destruction des maisons et des déplacements internes de populations suite à l'insurrection du mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo. Dans le Kwango, il a été rapporté des épizooties bovines et la persistance des maladies des plantes qui affectent les principales cultures vivrières. Dans la province de la Mongala, des inondations récurrentes qui apportent les maladies hydriques, détruisent les cultures et les habitations des ménages. Les réfugiés centrafricains dans le Nord et Sud-Ubangi continuent à vivre dans des conditions précaires qui nécessitent une assistance humanitaire significative tant que les activités qui pourraient les amener à la résilience ne sont pas encore développées. Une assistance est en cours à Yumbi et dans le Mai-Ndombe où des conflits intercommunautaires avaient déplacé des populations et perturbé les principales activités de moyens de subsistance (agriculture, pêche et commerce). Dans la Tshuapa, les populations déplacées de l'aire protégée du parc de Salonga vivent également dans des conditions de précarité.

Principaux résultats :

Aucune enquête de sécurité alimentaire avec des résultats au niveau provincial n'a été réalisée dans le grand ouest.

Cependant, les résultats préliminaires de l'enquête MICS 2017 indiquent que 55% des enfants âgés de 0 à 59 mois dans la province du Kwango accusent un retard de croissance, de même que 35% dans le Kongo Central, 47% dans le Kwilu, 39% à Maï-Ndombe, 35% à l'Equateur, 45% à Tshuapa, 45% au Sud Ubangi, 42% au Nord Ubangi et 48% à Mongala.

On constate, par ailleurs, que 9% des enfants âgés de moins de 5 ans dans le Kwango sont touchés par l'émaciation, 10% dans le Kongo Central, 6% à Kinshasa, 9% dans le Mai Ndombe, 8% à l'Equateur, 11% dans la Tshuapa, 5% dans le Sud Ubangi, 14% dans le Nord Ubangi et 9% dans la Mongala.

LES PROVINCES DE L'OUEST

Congo Central, Kwango, Kwilu, Mai Ndombe, Mongala, N & Sud Ubangi, Equateur

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE COURANTE JUILLET - DECEMBRE 2019											
Provinces	Territories	Total population analysed (#)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 or more	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Equateur	Bolomba	469,756	140,927	30	258,366	55	46,976	10	23,488	5	70,463	15
Kongo Central	Luozi	257,455	90,109	35	128,728	50	38,618	15	-	0	38,618	15
	Songololo	333,986	83,497	25	233,790	70	16,699	5	-	0	16,699	5
	Tshela	417,762	104,441	25	271,545	65	41,776	10	-	0	41,776	10
Kwango	Feshi	375,322	56,298	15	206,427	55	93,831	25	18,766	5	112,597	30
	Kahemba	418,247	83,649	20	250,948	60	83,649	20	-	0	83,649	20
	Kasongo-Lunda	756,958	151,392	20	416,327	55	189,240	25	-	0	189,240	25
	Kenge	691,745	138,349	20	415,047	60	138,349	20	-	0	138,349	20
Kwilu	Bagata	493,720	172,802	35	246,860	50	74,058	15	-	0	74,058	15
Mayi-Ndombe	Inongo	396,170	158,468	40	217,894	55	19,809	5	-	0	19,809	5
	Kiri	197,671	88,952	45	98,836	50	9,884	5	-	0	9,884	5
	Kutu	530,479	212,192	40	238,716	45	79,572	15	-	0	79,572	15
	Mushie	129,462	32,366	25	77,677	60	19,419	15	-	0	19,419	15
	Oshwe	214,229	74,980	35	107,115	50	21,423	10	10,711	5	32,134	15
Mongala	Bongandanga	782,683	234,805	30	469,610	60	78,268	10	-	0	78,268	10
	Bumba	975,901	341,565	35	585,541	60	48,795	5	-	0	48,795	5
	Lisala	692,373	207,712	30	450,042	65	34,619	5	-	0	34,619	5
Nord Ubangi	Bosobolo	373,079	186,540	50	130,578	35	37,308	10	18,654	5	55,962	15
	Businga	538,727	188,554	35	269,364	50	80,809	15	-	0	80,809	15
	Mobayi-mbongo	119,763	59,882	50	41,917	35	11,976	10	5,988	5	17,964	15
	Yakoma	351,489	175,745	50	123,021	35	52,723	15	-	0	52,723	15
Sud Ubangi	Budjala	624,650	124,930	20	406,023	65	93,698	15	-	0	93,698	15
	Gemena	1,206,868	482,747	40	543,091	45	181,030	15	-	0	181,030	15
	Kungu	474,635	237,318	50	166,122	35	71,195	15	-	0	71,195	15
	Libenge	405,767	121,730	30	223,172	55	60,865	15	-	0	60,865	15
Total		12,228,897	3,949,947	32	6,576,754	54	1,624,588	13	77,607	0.6	1,702,196	14

ESTIMATION DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJETEE JANVIER-MAI 2020											
Provinces	Territoires	Population Total Analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 3 ou Superieur	
			#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Kongo Central	Luozi	257,455	154,473	60	90,109	35	12,873	5	-	0	12,873	5
	Tshela	417,762	146,217	35	250,657	60	20,888	5	-	0	20,888	5
Kwango	Feshi	375,322	93,831	25	168,895	45	75,064	20	37,532	10	112,597	30
	Kahemba	418,247	41,825	10	250,948	60	83,649	20	41,825	10	125,474	30
Kwilu	Bagata	493,720	172,802	35	246,860	50	74,058	15	-	0	74,058	15
Mongala	Bumba	975,901	439,155	45	487,951	50	48,795	5	-	0	48,795	5
Nord Ubangi	Bosobolo	373,079	167,886	45	74,616	20	93,270	25	37,308	10	130,578	35
	Businga	538,727	161,618	30	269,364	50	107,745	20	-	0	107,745	20
	Mobayi-mbongo	119,763	65,870	55	47,905	40	5,988	5	-	0	5,988	5
Sud Ubangi	Libenge	405,767	121,730	30	202,884	50	81,153	20	-	0	81,153	20
Total		4,375,743	1,565,406	36	2,090,188	48	603,484	14	116,665	3	720,149	16

Pour plus d'informations, contactez le groupe de travail technique IPC en RDC :

M. Robert Ngonde, Ministère de l'Agriculture – ngonde_robert@yahoo.fr ;
M. Dieudonné Vangu, Ministère de la Santé - vangungomad@yahoo.com ;
Mme. Monika Milandu, Ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire – monika.victorine@yahoo.com ;
M. Trésor Aguba, CAID/Primature - taguba@caid.cd ;
M. Pembe Lero, PAM – pembe.lero@wfp.org ;
M. Busambo Paul, Secrétariat technique, GTT- IPC – paul.busambo@fao.org

Les partenaires ayant participé à cette analyse sont :
INS, ADRA, CARE, DPS, SNSA, PRONANUT, RIA, CICR, CROIX ROUGE-RDC, Cluster Sécurité Alimentaire, PAM, FAO, IPAPEL, CAID, MINAGRI, MINSANTE, GRAPEDECO, NRC, CHRISTIAN AID, UNIVERSITE DE LUBUMBASHI, UPN, GSU-IPC, FEWSNET,

Pour de plus amples informations, contacter:

Robert NGONDE
Président du GTT National l'IPC
E-mail : ngonde_robert@yahoo.fr

Unité de soutien global IPC
www.IPCinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Ministère de l'Agriculture). Elle a bénéficié du soutien technique et financier du PAM et de la FAO. L'Unité de Support Global (GSU IPC) a aussi techniquement appuyé cette analyse.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en oeuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (*cluster*) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (*cluster*) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

Partenaires de l'analyse IPC: